

Pologne / Tchéquie / Slovaquie - Médias / Information / Communication / Publicité

L'offensive du gouvernement polonais contre les médias privés

Les ultraconservateurs souhaitent limiter les capitaux étrangers dans les journaux

VARSOVIE - correspondance

Après avoir pris en main les médias publics et le Tribunal constitutionnel, la majorité ultraconservatrice au pouvoir à Varsovie s'apprête à ouvrir un nouveau front dans sa bataille idéologique avec l'opposition libérale: la volonté de mainmise sur les médias privés.

Si sa tentative de limiter considérablement l'accès des médias au Parlement, en décembre 2016, s'est soldée par un échec, provoquant une crise parlementaire, une annonce de projet de loi préparé par le ministère de la culture suscite déjà de vives inquiétudes. Son objectif affiché est de supprimer les monopoles et de «repoloniser» le marché médiatique.

Le président du parti Droit et justice (PiS, au pouvoir), Jaroslaw Kaczynski, l'a clairement expliqué à plusieurs reprises: «*Une réforme des médias est nécessaire. Nous voulons qu'ils tendent vers la vérité, au lieu de s'engager dans un conflit politique. Il faut mettre en œuvre des lois de suppression des monopoles qui vont réguler ce marché.*»

L'idée de nouvelles «régulations» du marché médiatique a fait l'objet d'intenses réflexions dans les rangs de la majorité dès son arrivée au pouvoir, en novembre 2015. Plusieurs personnalités du PiS considèrent que les journalistes travaillant dans des médias à capitaux étrangers ne peuvent être objectifs et ne défendent pas «*les intérêts polonais*».

Courant 2016, plusieurs titres se

sont déjà retrouvés dans le colimateur des autorités, qui, par l'intermédiaire des entreprises à capitaux publics, possèdent un outil de pression redoutable.

Symbole des difficultés rencontrées par les médias d'opposition: la *Gazeta Wyborcza*. Ce quotidien emblématique fondé par Adam Michnik, un ennemi de longue date du parti de Jaroslaw Kaczynski, se retrouve mal en point. Fin 2016, le journal a dû licencier près de 190 personnes, soit environ 20 % de ses effectifs. En cause: la chute drastique des recettes publicitaires en provenance des entreprises publiques, mais aussi une baisse significative des ventes.

«Un avertissement»

Le pouvoir a imposé aux administrations publiques de résilier leurs abonnements au journal, ce qui représente un manque à gagner de plusieurs milliers d'exemplaires par jour. Le quotidien a aussi été banni des bureaux de poste et des stations-service contrôlées par les géants publics de l'énergie. Cette politique de boycottage concerne également d'autres médias estampillés «libéraux», comme les hebdomadaires de centre gauche *Polityka* et *Newsweek Polska*.

«*Le changement de majorité nous a violemment touchés au portefeuille*, déclarait récemment Adam Michnik, lors d'une réunion du Comité de défense de la démocratie (KOD), un mouvement citoyen militant contre les dérives autoritaires du gouvernement. *Nous vivons un moment*

très dur, dramatique à la rédaction. Ils veulent nous détruire. Eux, qui ont promis de faire "Budapest à Varsovie", regardent Budapest, où le gouvernement de Viktor Orban a liquidé le dernier journal indépendant. C'est pour nous un avertissement.»

La direction du PiS a également approché l'entreprise américaine Scripps Networks Interactive, propriétaire de la télévision TVN, elle aussi considérée par le pouvoir comme un bastion de l'opposition. L'idée était d'en lancer le rachat, et de faire de sa très influente chaîne d'information en continu, TVN 24, une grande chaîne internationale «*comme Al-Jazira ou Russia Today*», selon les mots d'un responsable du parti. La question est restée ouverte un temps, jusqu'à ce que les propriétaires opposent un refus catégorique. L'affaire serait remontée jusqu'au département d'Etat américain, qui aurait mis tout son poids dans la balance pour faire échouer le projet.

Dans la même logique, le ministère des finances a tenté, sans succès, de revenir sur la privatisation par le gouvernement de centre droit de Donald Tusk des 49 % détenus par l'Etat du journal conservateur *Rzeczpospolita*, le deuxième quotidien généraliste du pays. L'opération avait été dénoncée, en 2011, par les membres du PiS, comme une reprise en main du journal.

Ce mouvement dans les médias a été préparé par la «repolonisation» de certaines institutions bancaires par le rachat public de leurs actifs. Pour le parti de Jaroslaw Kaczynski, la prise de contrôle des banques constitue d'ailleurs un outil supplémentaire de levier sur le marché des médias, dont la «repolonisation» est désormais une priorité.

«Pas besoin de se cacher»

Le 30 novembre 2016, à la séance de la commission de la culture du Parlement consacrée à la question de la présence de capitaux étrangers sur le marché médiatique, le vice-ministre de la culture, Jaroslaw Sellin, a annoncé la couleur: «*La seule possibilité de changer les proportions de capital est le rachat de titres. Les entités polonaises devraient y être préparées. A l'avenir, nous de-*

vrons durcir les régulations à ce sujet. Pas besoin de se cacher, c'est notre plan.»

M. Kaczynski a même indiqué vouloir s'inspirer «à la lettre» de la loi française sur le pluralisme des médias, afin de faire taire d'emblée les critiques sur la scène européenne. Pourtant, une vue d'ensemble du marché des médias nationaux polonais démontre que celui-ci n'a ni de problème de monopole, ni de domination d'un pays particulier en termes d'actionnariat. Mais c'est le marché de la presse régionale – où *Polska Press*, propriété du groupe de presse régionale allemand Passau, a une position quasi hégémonique – qui est le principal visé par le projet de loi.

Car le PiS se prépare à la grande bataille de reconquête des régions, lors des élections locales prévues en 2018, et pour lesquelles le parti a d'ores et déjà annoncé une réforme du code électoral. «*Pour le marché de la presse régionale, une loi de démonopolisation ne serait pas une mauvaise chose en soi*, souligne Andrzej Skworz, rédacteur en chef du mensuel d'actualité des médias *Press*. *Le problème est qu'ici, il s'agit d'un prétexte évident où, sous couvert de liberté d'expression et de pluralisme, la majorité veut étendre son influence politique avant les élections.*»

«*L'idée est qu'à l'aide d'outils anti-monopole, qui fixeraient des seuils de capitaux étrangers, combinés à des pressions politiques, le pouvoir force les investisseurs étrangers à vendre*, ajoute M. Skworz. *Si les entreprises publiques offrent des prix attractifs, cette stratégie a des chances de fonctionner.*»

A la suite des purges massives effectuées dans les médias publics dès l'arrivée du PiS au pouvoir, la Pologne est passée en 2016, dans le classement de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, de la 18^e à la 47^e place mondiale. C'est la plus importante chute enregistrée par l'ONG – en visite à Varsovie, lundi 20 et mardi 21 février –, qui juge «*la liberté des médias et le pluralisme en danger*». ■

JAKUB IWANTUK